















Transparence de la vie publique, lutte contre la corruption : quel bilan du quinquennat 2017-2022 ?






LE BILAN SUR LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE CANDIDAT MACRON		
Propositions 2017 de Transparency France	Engagement du candidat Macron	Evaluation de Transparency France
Instaurer un droit de pétition national	<i>En partie favorable</i>	 <p>Pas de véritable progrès législatif malgré la demande citoyenne (Gilets jaunes) toujours plus forte et des lacunes toujours plus évidentes (RIP ADP). Un droit de pétition réformé au Parlement néanmoins, avec un certain succès. Aucune pétition n'a abouti à un texte législatif définitif pour l'instant néanmoins.</p>
Promouvoir la consultation en ligne des citoyens et des parties prenantes sur les projets et propositions de loi préalablement à leur examen par le Parlement.	<i>Favorable</i>	 <p>Pour la loi, des initiatives fortes (Grand débat, Ségur de la santé, Etats généraux de l'alimentation...) mais des retombées mitigées. Sur les décrets des pratiques hétérogènes, conditions pas toujours transparentes Des délais d'examen parlementaires resserrés ce qui rend plus difficile les consultations.</p>
Inscription au registre des représentants d'intérêts de tous les acteurs publics et privés qui exercent une action d'influence.	<i>Favorable</i>	 <p>Un élargissement d'une part (chambre d'agricultures) mais un recul d'autre part (associations culturelles). Deux reports successifs de l'extension au lobbying local.</p>


<p>Prévoir la publication et le contrôle mensuel des dépenses des candidats et des partis politiques en période d'élection présidentielle.</p>	<p><i>En partie favorable</i></p>	<p> Des ajustements dans la loi confiance de 2017 : création du Médiateur du crédit, interdiction d'emprunter hors espace économique européen, encadrement des prêts accordés par des personnes physiques), mais aucune réelle réforme de fond sur le contrôle des comptes de campagnes des candidats à la présidentielle. Des propositions qui émergent dans le débat public (révision du seuil de 5% de remboursement, bons pour la démocratie, rescrit, banque de la démocratie) sans aucune traduction législative durant le quinquennat.</p>
<p>Prévoir la publication des dépenses des parlementaires</p>	<p><i>Favorable</i></p>	<p> Une réforme des frais de mandat et un contrôle instauré par la loi confiance de 2017 et des référentiels de dépenses élaborés par les assemblées. Aucune initiative de publication des dépenses néanmoins.</p>
<p>Assurer l'indépendance des magistrats du Parquet à l'égard du pouvoir exécutif</p>	<p><i>Favorable</i></p>	<p> Aucune avancée durant le quinquennat à la suite de l'échec de la réforme institutionnelle de 2018. La nécessité de cette réforme a pourtant été rappelée par plusieurs acteurs tout au long du quinquennat (CEDH, OCDE, mission parlementaire indépendance de la justice, procureur général de la République...)</p>
<p>Inciter les grandes collectivités locales à mettre en place un plan de prévention de la corruption.</p>	<p><i>Favorable</i></p>	<p> Une dynamique enclenchée par le travail de contrôle et d'accompagnement de l'AFA, ainsi que par les libres initiatives de collectivités. Un manque de soutien de l'exécutif à l'AFA néanmoins, en contradiction avec l'engagement présidentiel. Un volontarisme qui a atteint ses limites aujourd'hui, l'AFA évoquant une « faible maturité » du secteur public local.</p>
<p>Exiger un extrait de casier judiciaire (B2) de tout candidat à une élection au suffrage universel</p>	<p><i>Favorable</i></p>	<p> Abandonné pour des risques d'inconstitutionnalité malgré sa force symbolique, le casier vierge a été remplacé par le renforcement de la peine d'inéligibilité. Désormais de plein droit, cette peine complémentaire est régulièrement prononcée par les magistrats pour des délits d'atteinte à la probité et a conduit à des démissions et impossibilités de se présenter, ce qui est positif.</p>
<p>Vérifier la situation fiscale des ministres, hauts fonctionnaires et responsables publics nommés en Conseil des ministres préalablement à leur nomination.</p>	<p><i>En partie favorable</i></p>	<p> La loi confiance de 2017 a donné un cadre légal à la pratique de la vérification de la situation fiscale des personnes pressenties pour rentrer au gouvernement. Elle est même allée au-delà de nos recommandations en prévoyant également un contrôle de leurs potentiels conflits d'intérêts.</p>

		<p>La vérification fiscale a aussi été étendue aux parlementaires en début de mandat. Une lacune subsiste car le contrôle n'a pas été étendu à tous les responsables publics nommés en Conseil des ministres.</p>
<p>Faire pleinement appliquer dès 2017 la loi sur le non-cumul entre un mandat national et un mandat exécutif local</p>	<p><i>Favorable</i></p>	<p> La loi sur le non-cumul des mandats a été pleinement appliquée durant ce quinquennat. Plusieurs tentatives législatives de remise en cause partielle ont néanmoins été régulièrement avancés, sans succès pour l'instant.</p>
<p>Limiter dans le temps le cumul des mandats électifs à 3 mandats successifs.</p>	<p><i>Favorable</i></p>	<p> La limitation du cumul dans le temps était incluse dans le projet de réforme institutionnel, avec quelques limites importantes néanmoins. Depuis l'échec de cette réforme, cette mesure n'a jamais été reprise.</p>

LE BILAN EN DEHORS DES ENGAGEMENTS PROPOSES PAR TRANSPARENCY FRANCE

Thématiques	Faits marquants	Appréciation de Transparency International France
Etat de droit	<ul style="list-style-type: none"> • Conseils de défense • Recours aux ordonnances • Loi séparatisme • Loi diverses urgence covid • Loi ASAP 	 Le recours renforcé aux conseils de défense et aux ordonnances lors de la crise sanitaire a constitué une remise en cause des principes de transparence et de redevabilité. L'assouplissement des normes, notamment avec la hausse du seuil d'appel d'offre des marchés publics ou l'assouplissement du délit de prise illégale d'intérêts, ont affaibli des garde-fous précieux. Le renforcement du contrôle exercé par l'exécutif sur les associations, et la procédure anormalement longue de renouvellement de l'agrément d'Anticor, ont envoyé un signal inquiétant à la société civile.
Exemplarité du Gouvernement et du Parlement	<ul style="list-style-type: none"> • Départs de François Bayrou, Marielle de Sarnez, Sylvie Goulard, Jean-Paul Delevoye, François de Rugy, Laura Flessel • Maintien en poste d'Eric Dupont-Moretti ou d'Alain Griset malgré une mise en examen 	 Un quinquennat émaillé par des affaires au niveau du gouvernement malgré des promesses fortes d'exemplarité en début de mandat. Une rupture en fin de quinquennat de la jurisprudence Bérégovoy-Balladur de démission en cas de mise en examen. Pas d'équivalent au choc de "l'affaire Cahuzac", et quelques affaires qui ont émergé justement grâce aux exigences accrues de transparence et contrôle mises en œuvre depuis ce quinquennat. Quelques réels progrès déontologiques au Parlement mais pas de réforme de fond.
Protection des lanceurs d'alerte	<ul style="list-style-type: none"> • Vote de la Loi Alerte transposant la directive européenne sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union 	 Une transposition tardive de la directive européenne qui aura fait l'objet d'âpres discussions et revirements lors des lectures parlementaires. Une protection des lanceurs d'alerte en net progrès finalement, du fait notamment de la suppression de l'obligation de signaler d'abord en interne, de la reconnaissance du rôle des « facilitateurs » ou encore du soutien financier qui peut être accordé.
Justice financière	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression du verrou de Bercy 	 Quelques progrès avec la suppression du verrou de Bercy et les condamnations ou conventions obtenues par le PNF.

	<ul style="list-style-type: none"> Loi confiance dans l'institution judiciaire 	<p>Néanmoins, des moyens humains et financiers pour la justice et les services d'enquêtes qui restent insuffisants.</p> <p>Une remise en cause inquiétante de la légitimité du PNF.</p>
Secteur privé	Mise en œuvre de la loi Sapin II (plans de préventions de la corruption et CJIP)	<p> Une mise en œuvre des mesures de largement enclenchée dans le secteur privé, mais quelques points lacunaires qui subsistent (culture de l'alerte, engagement du top-management, suivi des effets...)</p> <p>Une CJIP qui a fait la preuve de son efficacité et dont l'équilibre doit être préservé.</p>
Mobilités public / privé	Loi de transformation de la fonction publique	<p> Le cadre ancien géré par la Commission de Déontologie de la Fonction publique (CDFP) était dysfonctionnel et il a été réformé dans le bon sens.</p> <p>Des progrès restent possibles en matière de publicité des avis et de suivi du respect des avis de la HATVP, et un angle mort concernant la reconversion des parlementaires.</p>
Droit d'accès aux documents et jeux de données administratifs	Mise en œuvre de la loi pour une république numérique Circulaire relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources	<p> La France est bien classée à l'international en matière d'open data et une volonté politique s'est manifestée. Des marges de progrès importantes subsistent dans le secteur public local.</p> <p>Le cadre légal sur l'accès aux documents administratifs est encore trop peu respecté et les procédures trop longues. Peu de progrès significatifs ont été observés.</p>
Biens mal acquis	Loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	<p> Les premiers jalons d'un mécanisme de restitution des biens mal acquis ont été posés dans le cadre de la loi développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales en 2021. Un programme budgétaire dédié figure en loi de finances 2022.</p> <p>Ce dispositif doit permettre que les avoirs confisqués dans les affaires de type « Biens Mal Acquis » soient restitués au bénéfice des populations dans les pays d'origine, dans le respect des principes de transparence, de redevabilité et d'inclusion de la société civile.)</p>
Transparence fiscale des multinationales	Adoption de la directive européenne "reporting pays-par-pays public"	<p> Au printemps 2021, les institutions de l'Union européenne, cédant à la position de certains Etats Membres dont la France, ont manqué l'opportunité de voter une avancée majeure contre l'évasion fiscale des multinationales en adoptant une directive "reporting pays-par-pays public" incomplète et inefficace.</p> <p>Faute de couverture géographique complète qui empêchera d'analyser les données et de suivre les montages d'évasion fiscale, cette directive ne permettra pas de lutter contre l'évasion fiscale des multinationales.</p>

<p>Lutte contre le blanchiment</p>	<p>Création (2017) puis ouverture (2021) du registre des bénéficiaires effectifs</p>	<p> La France a marqué un pas significatif dans la lutte contre le blanchiment d'argent en 2017, en créant d'abord un registre centralisé sur les bénéficiaires effectifs des sociétés, transposant une directive européenne adoptée au lendemain du scandale des Panama Papers</p> <p>Ce registre a été ouvert au public en 2021, confiant un rôle clé à la société civile dans la prévention du blanchiment de capitaux en lui permettant d'exercer un contrôle accru sur les informations contenues dans les registres sur les bénéficiaires effectifs</p>
------------------------------------	--	--